



Conseil de sécurité

Distr. générale
23 mars 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 22 mars 2022, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Irlande, du Mexique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

En leur qualité de coprésidents du Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, l'Irlande et le Mexique, en étroite coopération avec le Royaume-Uni, ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint une note de synthèse sur la réunion que le Groupe a tenue sur la situation au Myanmar (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

La Représentante permanente de l'Irlande
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Geraldine **Byrne Nason**

Le Représentant permanent du Mexique
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Juan Ramón **de la Fuente Ramírez**

La Représentante permanente du Royaume-Uni
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Barbara **Woodward**



Annexe à la lettre datée du 22 mars 2022 adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Irlande, du Mexique et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord auprès de l'Organisation des Nations Unies

Groupe informel d'experts du Conseil de sécurité chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité

Compte rendu de la réunion sur le Myanmar tenue le 4 mars 2022

Le 4 mars 2022, le Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité s'est réuni pour discuter de la situation au Myanmar. Il a entendu un exposé de l'Envoyée spéciale du Secrétaire général pour le Myanmar, Noeleen Heyzer. La réunion s'est achevée par l'examen des recommandations clefs formulées par l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et des observations complémentaires communiquées par le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit.

Questions posées par les membres du Conseil de sécurité

Les membres du Conseil de sécurité ont posé des questions sur le rôle des organisations de défense des droits des femmes et des défenseuses des droits humains parmi les manifestants et au sein du mouvement pour la démocratie, sur le projet de plateforme conjointe entre l'Organisation des Nations Unies et l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur les femmes et la paix et la sécurité, sur l'intégration des questions et perspectives de genre dans la stratégie à plusieurs niveaux de l'Envoyée spéciale, sur le consensus en cinq points de l'ASEAN et sur la fourniture de l'aide humanitaire. Ils ont également demandé comment la communauté internationale pouvait appuyer le travail des organisations de femmes dans le contexte actuel, aider les femmes à participer davantage aux processus de réconciliation et au dialogue politique, apporter des réponses face aux constats incessants de violence sexuelle liée au conflit et de violence à l'égard des femmes détenues, et prévenir les retours en arrière en matière de développement et leurs conséquences sur l'emploi, l'éducation ou la sécurité alimentaire des femmes.

Principaux points soulevés lors de la réunion

- Au cours de l'année qui s'est écoulée depuis la prise du pouvoir par les militaires, qui a interrompu la transition démocratique au Myanmar, le conflit armé s'est intensifié dans tout le pays, réduisant à néant les progrès réalisés en une décennie en matière de développement. Le nombre de personnes ayant besoin de protection et d'aide humanitaire est passé de 1 million à 14,4 millions, et la moitié de la population du pays se trouve désormais sous le seuil de pauvreté. Depuis le coup d'État, plus de 1 500 personnes ont été tuées et un demi-million de personnes supplémentaires ont été déplacées, en plus des quelque 400 000 personnes déplacées dans les États chin, shan, kachin et rakhine, et des réfugiés rohingya au Bangladesh, dont le nombre dépasse les 900 000.
- Immédiatement après le coup d'État, les femmes ont été des fers de lance très visibles des manifestations pacifiques et du mouvement de désobéissance civile, qui a été instigué en grande partie par des professionnels de la santé et d'autres fonctionnaires, en majorité des femmes.

- Malgré les dispositions relatives aux quotas de participation des femmes dans l'accord de cessez-le-feu national de 2015, le nombre de femmes participant aux processus politiques a diminué ces dernières années. Toutefois, cette tendance s'est inversée dans le mouvement d'opposition après le coup d'État. Quelque 30 % des postes à haut niveau au sein du Gouvernement d'unité nationale qui a été mis en place en avril 2021 sont occupés par des femmes, ce qui constitue une augmentation par rapport au Gouvernement dirigé par la Ligue nationale pour la démocratie avant la prise du pouvoir par les militaires.
- Face aux crises multidimensionnelles qui touchent le Myanmar, l'Envoyée spéciale a élaboré une stratégie à plusieurs niveaux axée sur les quatre domaines suivants : a) les besoins humanitaires et de protection ; b) le retour à un régime civil ; c) une gouvernance efficace et démocratique (fondée sur la responsabilité et la justice) ; d) des solutions durables pour les Rohingya. Pour atteindre ces objectifs, elle a souligné qu'il importait de mettre en place un processus qui soit dirigé par le Myanmar, reflète la volonté et les aspirations du peuple, et s'appuie sur une stratégie internationale bien coordonnée, fondée sur l'unité régionale et dans laquelle l'ASEAN jouerait un rôle central, ainsi que les pays voisins.
- L'Envoyée spéciale a placé les femmes au centre de toutes ses actions, y compris les consultations approfondies qu'elle a menées auprès d'acteurs essentiels depuis sa prise de fonctions à la mi-décembre. Elle a notamment consulté des organisations féminines de la société civile, en particulier les plus touchées par la situation. Lors d'une consultation menée auprès de plus de 500 dirigeantes communautaires dans l'État rakhine, nombre de participantes ont indiqué qu'elles s'étaient rassemblées au-delà des clivages ethniques et religieux pour promouvoir la cohésion sociale, atténuer les tensions intercommunautaires et apporter un soutien aux groupes marginalisés dans la cadre de la lutte contre la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de l'action humanitaire, en surmontant collectivement les barrières patriarcales.
- L'Envoyée spéciale contribue également à faire progresser l'application du programme pour les femmes et la paix et la sécurité grâce à la coopération entre l'ONU et l'ASEAN, notamment en coanimant avec le Ministre indonésien des affaires étrangères une plateforme ONU-ASEAN en vue de renforcer la protection au niveau local, en particulier pour les femmes et les jeunes les plus touchés par le conflit, et en relayant les actions et les messages des groupes de femmes locaux et des dirigeantes locales, conformément aux discussions de politique générale actuellement menées au sein l'ASEAN, à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, afin de continuer d'appeler l'attention internationale et de mobiliser davantage de soutien politique et financier.
- Marquée par des appels de plus en plus nombreux en faveur d'une gouvernance inclusive, efficace et démocratique, par-delà les divisions entre les sexes, les ethnies et les religions, l'année 2021 a constitué une transformation générationnelle dans la société du Myanmar. Ces signes de transformation sociétale étaient déjà visibles chez les jeunes des centres urbains, mais ils se sont nettement renforcés dans tout le Myanmar, comme en témoignent les manifestations et le mouvement de désobéissance civile contre la prise du pouvoir par les militaires. Les femmes jouent un rôle de premier plan au sein de ces mouvements, et les hommes accueillent favorablement et soutiennent leur action, notamment en portant des vêtements féminins en signe de solidarité.
- Toutefois, les perspectives d'un dialogue inclusif et constructif, ou même de « discussions sur les discussions », sont peu probables dans le contexte actuel. Les positions se sont durcies, toutes les parties ayant recours à la violence comme seule solution perçue.

- La pandémie et la détérioration des conditions de sécurité après le coup d'État militaire ont des répercussions importantes sur l'emploi des femmes et sur des secteurs où les femmes étaient majoritaires ou jouaient un rôle de premier plan, comme l'industrie textile, l'hôtellerie et la fonction publique. En outre, de nombreuses filles ont arrêté l'école et risquent de ne pas y retourner. La traite des femmes et des filles a, au contraire, fortement augmenté.
- Un pourcentage important d'organisations féminines ont dû fermer leurs portes en raison de l'insécurité, de la répression, des nouvelles règles et procédures d'enregistrement, et de l'effondrement du système bancaire. Un grand nombre de femmes travaillant pour des organisations qui se consacraient habituellement à des activités de plaidoyer ont dû fuir ou se cacher, tandis que celles qui sont restées dans le pays se concentrent sur la prestation de services et la prise en charge des urgences, mais n'ont pas la capacité ni la possibilité de participer à un quelconque processus politique ni de s'exprimer ouvertement.
- L'équipe de pays pour l'action humanitaire au Myanmar intègre systématiquement l'égalité des genres et des données ventilées par sexe et par âge dans l'aperçu des besoins humanitaires et dans le plan de réponse humanitaire, et un marqueur de genre dans tous ses projets. Toutefois, la mise en œuvre pose problème, le système des Nations Unies ayant du mal à fonctionner en raison de l'insécurité généralisée et d'importantes difficultés bureaucratiques, notamment l'absence d'autorisation pour opérer dans de nombreuses régions, voire pour entrer dans le pays dans de nombreux cas.
- Le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit a reçu des informations faisant état de viols, de viols collectifs et de pénétrations avec des objets dans les lieux de détention à l'encontre de prisonnières politiques, de participantes au mouvement de désobéissance civile et de militantes lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexes, ainsi que d'une tendance persistante au recours à la violence sexuelle liée au conflit par la Tatmadaw, y compris lors de récents affrontements, entraînant dans certains cas une grossesse non désirée. Les rapports faisant état de discours haineux fondés sur le genre et de représailles contre les défenseuses des droits humains ont augmenté depuis le coup d'État de février 2021, sur fond de rétrécissement de l'espace civique.
- L'accès aux services de lutte contre la violence sexiste et aux soins de santé procréative est plus limité que jamais. Les autorités n'ont pas accepté le déploiement d'un(e) conseiller(ère) pour la protection des femmes prévu dans la résolution [2467 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité. En conséquence, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) coordonne les dispositifs de suivi, d'analyse et de communication de l'information concernant les violences sexuelles liées aux conflits. Les autorités ont diffusé un plan d'action pour lutter contre la violence sexuelle liée au conflit, conformément au communiqué conjoint de 2018, mais ce plan n'a pas été coordonné avec l'ONU ou la société civile et ne suit pas une approche axée sur les rescapés. En conséquence, celui-ci ne prévoit, par exemple, aucune garantie pour les victimes, les témoins et leurs représentants.
- Le Secrétaire général fait état de schémas de violence sexuelle dans son rapport annuel sur la violence sexuelle liée aux conflits depuis 2010, et la Tatmadaw y est citée comme l'un des auteurs de ces violences depuis 2018. Selon certaines informations, certaines des divisions militaires employées dans l'État rakhine contre les Rohingya en 2017 ont été utilisées pour réprimer le mouvement prodémocratie dans tout le pays. L'absence de poursuites depuis 2017 n'a fait

qu'entraîner des vagues successives de violence et de déplacements, et a empêché les retours volontaires sûrs et durables.

- Pendant ce temps, les réfugiés rohingya à Cox's Bazar (Bangladesh) risquent de devenir « les oubliés d'une crise oubliée », éclipsée par d'autres conflits. Les femmes rohingya ne peuvent pas accéder officiellement à l'emploi, sont largement exclues des structures de direction des camps, sont exposées à des niveaux élevés de violence à l'intérieur des camps, y compris de violence sexuelle, et n'ont guère d'autre recours que les mécanismes de justice traditionnels, qui ont souvent pour conséquence de forcer les victimes à épouser leur violeur, tandis que le statut des enfants nés d'un viol risque de faire l'objet d'un flou juridique.

Recommandations

Les recommandations ci-après ont été formulées par ONU-Femmes, qui assure le secrétariat du Groupe informel d'experts¹ :

Le Conseil de sécurité devrait organiser une réunion publique et inviter des femmes de la société civile du Myanmar à s'exprimer devant le Conseil. En outre, si le Conseil de sécurité propose l'adoption d'une résolution ou la publication d'une déclaration de sa présidence, il pourrait envisager d'y inclure les éléments suivants :

- Reconnaît le rôle prépondérant des femmes dans les manifestations pacifiques qui ont suivi la prise du pouvoir par les militaires et la contribution essentielle des organisations féminines de la société civile aux activités de secours et de relèvement, et appelle à une participation pleine, égale et effective des femmes à tous les aspects du processus politique.
- Condamne fermement la violence à l'égard des manifestants pacifiques, notamment les femmes et les jeunes filles, et demande la libération immédiate de toutes les personnes qui ont été arrêtées en raison de leurs liens avec les manifestations ou du rôle qu'elles ont joué dans celles-ci, y compris les défenseuses des droits humains.
- Demande que soit immédiatement accordé un accès sans entrave au territoire du Myanmar à des observateurs indépendants, y compris au Mécanisme d'enquête indépendant pour le Myanmar.
- Demande la levée des restrictions en matière de déplacements imposées Rohingya et un accès humanitaire sûr et sans entrave à toutes les personnes dans le besoin, qui tienne dûment compte des besoins particuliers des femmes et des filles.
- Demande l'application intégrale des mesures prévues dans le communiqué conjoint de 2018 et le déploiement de conseillers(ères) pour la protection des femmes, conformément à la résolution [2467 \(2019\)](#) du Conseil de sécurité, afin d'intensifier les efforts déployés collectivement pour lutter contre les violences sexuelles liées aux conflits et poursuivre les auteurs de ces violences.

¹ Ces recommandations sont tirées de propositions d'entités des Nations Unies représentées à la réunion, dont l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes) et le Bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général chargée de la question des violences sexuelles commises en période de conflit, ou de la note d'information établie avant la réunion par ONU-Femmes, en sa qualité de secrétaire du Groupe informel d'experts. Elles n'ont pas été formulées par le Groupe dans son ensemble ni par les membres du Conseil de sécurité.

En outre, les membres du Conseil pourraient :

- Financer de manière souple et à long terme des organisations de la société civile dirigées par des femmes, en particulier au niveau local, et trouver des canaux pour financer les réseaux informels d'aide humanitaire dirigés par des femmes.
- Signaler et condamner systématiquement les attaques contre des défenseuses des droits humains, et exprimer sa solidarité et son soutien.
- Associer réellement des organisations féminines de la société civile à toutes les discussions sur les moyens de renforcer la responsabilité et de faire progresser la justice internationale.
- Appuyer les efforts déployés par l'Envoyée spéciale pour soutenir et consulter systématiquement les femmes, notamment au niveau local, et collaborer avec l'ASEAN et l'Organisation des Nations Unies en vue de faire progresser le programme pour les femmes et la paix et la sécurité au Myanmar.
- Exhorter l'ASEAN à faire une priorité de la participation effective des femmes à toutes les initiatives diplomatiques visant à mettre fin à la crise, et à consulter l'Organisation des Nations Unies de manière approfondie pour ce qui a trait à la plateforme conjointe sur les femmes et la paix et la sécurité.

Les coprésidents ont remercié tous les participants et se sont engagés à assurer le suivi des importantes questions soulevées pendant la réunion.
